

Pétitions

Une autre pétition porte sur le même sujet. Elle provient de 95 employés de Eve Footwear Incorporated Shoe Factory, de Toronto.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): J'ai une série de pétitions concernant les allocations familiales que je voudrais, monsieur le Président, vous présenter rapidement. La première vient de Rockland et de Clarence Creek, dans la circonscription de Glengarry-Prescott-Russell.

Une autre vient de la circonscription fédérale de Sudbury. Il faut dire que ces gens sont très bien représentés à la Chambre. J'en ai d'autres des circonscriptions de Mississauga-Sud, de Hamilton-Wentworth, de Scarborough-Ouest, de Broadview-Greenwood et de la ville de Toronto.

[Français]

La circonscription électorale de Trois-Rivières, la circonscription de Champlain, celle de Jonquière, celle de Portneuf au Québec, celle de Québec-Est, monsieur le Président, celle de Saint-Hyacinthe, mais je me demande où sont les députés de ces régions-là, monsieur le Président, et la prochaine et la dernière . . .

M. le Président: Ah! C'est parfait, merci.

M. Boudria: . . . la dernière vient des électeurs de Shefford qui sont si bien représentés à la Chambre, monsieur le Président.

[Traduction]

L'UTILISATION DU POLYGONE D'ESSAIS DE NANOOSE BAY

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, j'ai une série de pétitions à présenter. Le premier groupe demande à la Chambre des communes de ne pas renouveler l'accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique autorisant l'utilisation du polygone d'essais de Nanoose. Elles viennent d'Edmonton, en Alberta, et de Victoria, Smithers et Parksville, en Colombie-Britannique.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ABOLITION DES AUGMENTATIONS D'IMPÔT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Le deuxième groupe porte sur les allocations familiales. Les signataires habitent la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec. Ils demandent à la Chambre des communes de maintenir l'indexation intégrale des allocations familiales universelles et d'abolir les augmentations de taxes injustes.

L'UTILISATION DU POLYGONE D'ESSAIS DE NANOOSE BAY

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir présenter une pétition aujourd'hui. J'en ai deux qui portent sur des sujets différents et je vais les résumer brièvement.

La première vient de Nanoose, en Colombie-Britannique. Elle traite du polygone d'essais des Forces canadiennes qui contribue à la course aux armements nucléaires et au milita-

risme, qui perturbe l'écologie et qui ne présente qu'une valeur économique douteuse. Les pétitionnaires demandent à la Chambre de ne pas renouveler l'accord entre le Canada et les États-Unis autorisant l'utilisation conjointe de ce polygone, d'arrêter l'essai de tous les armements et d'entreprendre la conversion de la base à des fins pacifiques. C'est la première série de pétitions.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Le deuxième groupe de pétitions, monsieur le Président, concerne les allocations familiales. On y signale que la désindexation des allocations familiales est une attaque contre les familles et les enfants, d'autant plus que des avantages sont consentis aux riches. Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'annuler la désindexation et de rétablir une politique sociale juste.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, j'ai aussi plusieurs pétitions à présenter qui viennent de différentes régions. Pour être bref, je me reporterai à une seule. Elles viennent de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de la Saskatchewan. Les pétitionnaires signalent que la désindexation des allocations familiales est une mesure injuste dont souffriront les femmes et les familles. On ajoute que les pertes ne seront pas compensées par les changements apportés au crédit d'impôt pour enfants et que les autres mesures fiscales du budget de mai font peser un fardeau injuste sur les gagne-petit.

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, je me fais un humble devoir de parler au nom des électeurs de Mount Royal qui s'inquiètent vivement des compressions décrétées par le gouvernement et réclament la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt pour enfants. Les familles perdront 55 millions de dollars au titre des allocations familiales d'ici 1987 à cause de cette mesure.

● (1710)

[Français]

Et de la circonscription de Brome-Missisquoi, monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter, au nom des concitoyens et concitoyennes de cette circonscription une demande de supprimer les mesures visant à diminuer les allocations familiales et le crédit d'impôt-enfant, constituant une aide indispensable pour les familles avec enfants.

Cela vient de Brome-Missisquoi. Et elle s'appelle Opération Justice Familles avec enfants.

J'ai aussi, monsieur le Président, de la circonscription de Richelieu, de Saint-Hyacinthe, la circonscription de notre ministre d'État (Jeunesse) (M^{me} Champagne), de la circonscription de Dollard, le député est en Chine depuis les trois dernières semaines, de la circonscription d'Etobicoke-Centre, je pense que le député est à la Chambre, de la circonscription de Québec-Est, de la circonscription . . .